

*Economic Backwardness and Economic Growth*, par HARVEY LEIBENSTEIN. Un vol., 6½ po. x 9½, relié, 295 pages — JOHN WILEY AND SONS, INC., New-York, 1957 (\$6.75)

Jean Mehling

Volume 35, Number 2, July–September 1959

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1001474ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1001474ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Mehling, J. (1959). Review of [*Economic Backwardness and Economic Growth*, par HARVEY LEIBENSTEIN. Un vol., 6½ po. x 9½, relié, 295 pages — JOHN WILEY AND SONS, INC., New-York, 1957 (\$6.75)]. *L'Actualité économique*, 35(2), 353–364. <https://doi.org/10.7202/1001474ar>

Il ne convenait pas non plus aux pays asiatiques, ni aux Indes sous domination britannique, pays que l'auteur prend en exemple (chapitre II). On y voit que la politique économique ultra-libérale appliquée en Inde par l'Angleterre de la période post-napoléonienne, se distinguait à peine de la pire politique mercantiliste des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. «Ce qui rend le dossier indien particulièrement instructif, c'est qu'il illustre un important chapitre de l'histoire du libéralisme économique et qu'il justifie, en quelque sorte, l'observation de Leland Jenks disant que «le monde ne connut jamais exactement un régime de liberté économique tel que les apparences le laissaient supposer». «Politiquement et moralement, il se présentait encore bien moins comme un théâtre d'activités où des principes universels et rationnels de paix, de justice et de progrès ordonné escortaient automatiquement la livre sterling». En fait, le libéralisme économique n'a jamais pu s'implanter dans les pays sous-développés auxquels il ne convenait pas. Dans les pays développés eux-mêmes, sa mise en déroute, commencée avec la crise mondiale de 1873, se consomme au cours de la crise des années 1930. «Avec le déclenchement de la grande crise mondiale et l'essor des idées keynesiennes, aucun pays n'ose plus tolérer que ses forces économiques internes soient désormais conditionnées par des réflexes automatiques venant d'au delà de ses frontières». Ainsi, vers la fin de la Grande Crise, avec l'effondrement du libéralisme économique, la notion de planification centrale a acquis un prestige certain, également dû au succès des plans quinquennaux soviétiques.

Un dernier chapitre complète cette vue d'ensemble par un examen des données et des théories relatives à l'apparition, dans les régions sous-développées, d'un système de planisme d'ordre structurel et financier. Il étudie le phénomène de l'absorption de vastes champs d'activité par le secteur public, où les investissements, les décisions des entrepreneurs et les allocations de facteurs de production sont effectués non sur la base de prévisions de bénéfices maxima, mais d'après un tableau de priorité d'ordre macro-économique.

En conclusion, disons que dans ce travail, l'auteur a essayé de démontrer «que la planification économique des pays sous-développés est devenue une force sociale irrésistible et irréversible. La question du libéralisme économique et de ses rapports avec les pays insuffisamment développés ne se pose pas. Nous ne pourrions pas ressusciter ce qui est mort.

«En dernière analyse, dans ces pays, l'avenir sera-t-il déterminé par les conceptions démocratiques? Cela dépendra de plusieurs conditions. D'abord et avant tout de la conjoncture des principaux pays capitalistes, car une autre catastrophe analogue à celle de 1929 conduirait sans doute à une planification totale dans les pays sous-développés.»

Camille Martin

**Economic Backwardness and Economic Growth**, par HARVEY LEIBENSTEIN. Un vol., 6½ po. × 9½, relié, 295 pages. — JOHN WILEY AND SONS, INC., New-York, 1957. (\$6.75).

Les éditeurs ont une bien agréable habitude. Ils «vantent leur marchandise» sur les pages de couverture de l'ouvrage dont ils effectuent la publication. De

telle sorte qu'appâté par ces prémisses, l'analyste risque bien, en certains cas, de rester sur sa faim. Dans le cas de l'ouvrage de Leibenstein, la «couverture» laisse entendre que l'auteur, désireux de fournir une explication synthétique des mécanismes de développement économique (à travers «le cas» des pays sous-développés) s'est appuyé sur des observations précises. N'est-il pas annoncé que Leibenstein utilise, pour la construction de son «modèle», une «*empirical information*»?

Est-ce la maladie de notre temps? Vouloir construire un «modèle» à propos des pays sous-développés me paraît l'idée la plus saugrenue de notre époque. Il suffira, pour s'en convaincre, de vivre quelques années dans un certain nombre de ces pays; peut-être, si l'on aime ce jeu, pourra-t-on ensuite construire «des modèles», une variété immense de modèles. Mais alors, ne retombera-t-on pas tout simplement dans la monographie?

Quoi qu'il en soit, Leibenstein a-t-il vraiment construit son modèle à partir d'exemples concrets? Je ne suis pas prêt à faire d'une lecture un acte de foi. Et tel est presque cependant ce qui est demandé: trop rarement l'auteur croit utile de justifier ses raisonnements, ses constructions, par le moindre rappel aux réalités soi-disant observées.

Dans ces conditions, l'ouvrage de Leibenstein devient un jeu, parfois proche (peut-être) de la réalité, toujours suffisamment abstrait pour que «l'anecdotalisme» que haïssent les «spécialistes» ne nuise pas à un égotisme de bon ton.

Leibenstein «construit»: j'admets volontiers qu'on puisse procéder, en économie, à la manière d'un «entrepreneur en bâtiments»; qu'on élève son édifice étage par étage. Un immeuble sans murs, sans installation électrique, n'est en somme qu'une charpente. Un modèle qui tient à l'écart, au début de son fonctionnement, la monnaie, par exemple, satisfait peut-être le rationalisme de ces «constructeurs économiques». Quant à moi (qu'on ne m'en tienne pas rigueur) j'ignore comment l'utiliser.

Que M. Leibenstein et ses admirateurs veuillent bien me pardonner.

Jean Mehling

**Économie et civilisation** (Tome II, Science économique et développement), par L.-J. LEBRET, J.-M. ALBERTINI, S.-H. FRANKEL, G. CÉLESTIN et FRANÇOIS PERROUX. (Collection «Économie humaine»). Un vol., 5¾ po. × 8¾, broché, 140 pages. — ÉCONOMIE ET HUMANISME, LES ÉDITIONS OUVRIÈRES, 12, avenue Sœur-Rosalie, Paris (13<sup>e</sup>), 1958. (810 francs).

Le groupe d'économistes qui publie ces ouvrages d'«Économie et Civilisation» voudrait voir instaurée dans le monde une «économie humaine», c'est-à-dire «une économie de tout l'homme et de tous les hommes», une économie qui mettrait l'humain à sa place, qui est la première. Au mépris de l'ordre et du bon sens, on s'est trop facilement satisfait, pour ne pas dire davantage, de voir l'homme au service de l'économie au lieu de faire en sorte que l'économie soit au service de l'homme. Cela est vrai sur toute l'étendue de la planète mais particulière-